



Conseil de sécurité
Briefing
Le maintien de la paix et de la sécurité en Ukraine
New York, le 15 mai 2023

Déclaration lue par Pascale Baeriswyl
Représentante permanente de la Suisse

Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentante de la Suisse.

Je voudrais commencer par remercier le Secrétaire général adjoint Martin Griffiths, non seulement de son exposé, mais aussi de tout son travail et du travail de ses équipes tant en Ukraine qu'à rapport à l'Ukraine.

Au mois de mai, ce Conseil met traditionnellement l'accent sur la protection de la population civile, obligation juridique pour toute partie à un conflit armé. Et pourtant, après 15 mois de guerre, nous devons constater que la population civile en Ukraine continue de payer un prix bien trop douloureux.

Ces derniers jours, la population ukrainienne a dû subir – à nouveau – de multiples vagues d'attaques. Des missiles et des drones russes ont frappé différentes régions d'Ukraine. A Kherson, des attaques ont touché une gare et un supermarché durant les heures de pointe ; elles ont tué ou blessé des dizaines de personnes. A Odessa, l'entrepôt de la Croix-Rouge ukrainienne a été détruit, de même que sa clinique mobile à Mykolaïv. A Ternopil, un entrepôt humanitaire a également été détruit par des frappes russes samedi dernier.

La Suisse condamne fermement ces attaques. Je réitère encore une fois : les personnes et les objets civils ne sont pas des cibles. Nous appelons au respect du droit international humanitaire. Les parties au conflit ont la responsabilité de prendre toutes les mesures possibles pour protéger la population civile.

Nous rappelons également l'obligation de protéger les travailleuses et travailleurs humanitaires et d'assurer leur accès sans entrave auprès de 18 millions de personnes dans le besoin en Ukraine, y compris celles qui se trouvent dans les zones occupées par la Russie.

Par ailleurs, la reddition des comptes est un impératif pour rendre justice. La Commission d'enquête internationale indépendante sur l'Ukraine a conclu, en mars dernier, que certaines violations du droit international commises en Ukraine constituent des crimes de guerre. Les auteurs de ces crimes et d'autres violations du droit doivent répondre de leurs actes. En même temps, il est essentiel de placer les besoins des victimes au centre de tous les efforts de justice transitionnelle. Nous soutenons la recommandation de la Commission d'enquête selon

laquelle il faudra mettre en place des instruments complémentaires tels qu'un registre des victimes, des réparations et des services de santé mentale et psychosociaux.

Excellences,

L'agression militaire russe contre l'Ukraine a des répercussions négatives dans le monde entier. C'est là qu'entre en jeu l'initiative de la mer Noire, ainsi que le protocole d'accord axé sur l'exportation de produits alimentaires et d'engrais russes. L'initiative contribue à atténuer l'insécurité alimentaire et énergétique. La semaine dernière, elle a franchi un seuil important avec l'exportation de 30 millions de tonnes de céréales et de denrées alimentaires depuis son lancement. Parmi celles-ci, plus d'un demi-million de tonnes de céréales ont été expédiées par le Programme alimentaire mondial à l'appui de ses opérations humanitaires en Afghanistan, en Éthiopie, au Kenya, en Somalie et au Yémen.

Au vu de sa valeur ajoutée, l'initiative de la mer Noire doit se poursuivre. Nous encourageons toutes les parties à redoubler d'efforts afin de trouver une solution durable. Nous saluons l'engagement du Secrétaire général et de ses représentants et la contribution de la Türkiye à cet égard. La Suisse se tient prête à apporter son soutien, notamment dans son rôle d'Etat hôte.

Excellences,

Après 15 mois de guerre, des milliers de civils souffrent des effets directs dévastateurs de ces hostilités, ainsi que des effets indirects sur les infrastructures indispensables pour subvenir à leurs besoins fondamentaux. Nous réitérons notre appel urgent à la Russie à entamer immédiatement une désescalade, à cesser toutes les opérations de combat et à retirer sans délai ses troupes de l'ensemble du territoire ukrainien.

J'espère que ce mois de mai, marqué par l'esprit des Conventions de Genève, nous amènera à réaffirmer ce qui devrait toutes et tous nous unir : l'impératif humanitaire de protéger la population civile. Cela vaut en Ukraine, comme partout dans le monde.

Je vous remercie.

Unofficial translation

I will now make a statement in my capacity as the representative of Switzerland.

Let me begin by thanking Under-Secretary-General Martin Griffiths not only for his briefing, but also for all his work and the work of his teams both in Ukraine and in relation to Ukraine.

In May, this Council traditionally focuses on the protection of the civilian population, a legal obligation for any party to an armed conflict. And yet, after 15 months of war, we must note that the civilian population in Ukraine continues to pay a price that is far too painful.

In recent days, the Ukrainian population has had to endure – again – multiple waves of attacks. Russian missiles and drones have hit Ukrainian towns in various regions of Ukraine. In Kherson, attacks hit a train station and a supermarket during rush hour; they killed or injured

dozens of persons. In Odesa, the Ukrainian Red Cross warehouse was destroyed, as was its mobile clinic in Mykolayev. In Ternopil, a humanitarian warehouse was also destroyed by Russian strikes last Saturday.

Switzerland strongly condemns these attacks. I reiterate once again: civilian persons and objects are not a target. We call for the respect of international humanitarian law. The parties to the conflict have the responsibility to take all possible measures to protect the civilian population.

We also recall the obligation to protect humanitarian workers and ensure their unhindered access to the 18 million people in need in Ukraine, including to those in the Russian occupied areas.

At the same time, accountability is an imperative for rendering justice. The International Independent Commission of Inquiry on Ukraine concluded in March that certain violations of international law in Ukraine constitute war crimes. The perpetrators of these and other violations of law must be held accountable. At the same time, it is essential that the needs of victims be placed at the center of all transitional justice efforts. We support the recommendation of the Commission of Inquiry that complementary instruments such as a victims' registry, reparations, and mental health and psychosocial services be put in place.

Excellencies,

The Russian military aggression against Ukraine has negative repercussions all over the world. This is where the Black Sea Initiative comes in, along with the Memorandum of Understanding focused on the export of Russian food products and fertilizers. The initiative helps to alleviate food and energy insecurity. Last week, it reached an important milestone with the export of 30 million tons of grain and foodstuffs since its launch. Of this, more than half a million tons of grain has been shipped by the World Food Programme in support of its humanitarian operations in Afghanistan, Ethiopia, Kenya, Somalia and Yemen.

In view of its added value, the Black Sea Initiative must continue. We encourage all parties to redouble their efforts to find a lasting solution. We welcome the commitment of the Secretary General and his representatives and the contribution of Türkiye in this regard. Switzerland stands ready to provide its support, particularly in its role as host state.

Excellencies,

After 15 months of war, thousands of civilians are suffering from the devastating direct effects of these hostilities, as well as the indirect effects on the infrastructure necessary to meet their basic needs. We reiterate our urgent call on Russia to de-escalate the situation immediately, cease all hostilities and withdraw its troops from Ukrainian territory without delay

I hope that this month of May, marked by the spirit of the Geneva Conventions, will lead us to reaffirm what should unite us all: the humanitarian imperative to protect the civilian population. This is true in Ukraine, as it is everywhere in the world.

I thank you.